

(12) DEMANDE INTERNATIONALE PUBLIÉE EN VERTU DU TRAITÉ DE COOPÉRATION
EN MATIÈRE DE BREVETS (PCT)

(19) Organisation Mondiale de la Propriété
Intellectuelle
Bureau international



(43) Date de la publication internationale
5 août 2004 (05.08.2004)

PCT

(10) Numéro de publication internationale
WO 2004/066580 A1

(51) Classification internationale des brevets⁷ :
H04L 29/06, G06F 1/00

(21) Numéro de la demande internationale :
PCT/FR2003/003181

(22) Date de dépôt international :
27 octobre 2003 (27.10.2003)

(25) Langue de dépôt : français

(26) Langue de publication : français

(30) Données relatives à la priorité :
02/16092 18 décembre 2002 (18.12.2002) FR

(71) Déposant (pour tous les États désignés sauf US) :
FRANCE TELECOM [FR/FR]; 6, place d'Alleray,
F-75015 Paris (FR).

(72) Inventeurs; et

(75) Inventeurs/Déposants (pour US seulement) : **DE**

BOURSETTY, Benoît [FR/FR]; 3, rue des Volontaires,
F-75015 Paris (FR). **GRUSON, Manuel** [FR/FR]; 14,
villa Duthy, F-75014 Paris (FR). **MOUTON, Dimitri**
[FR/FR]; 11, rue Antoine Bourdelle, F-75015 Paris (FR).

(74) Mandataires : **LOISEL, Bertrand** etc.; Cabinet Plasser-
aud, 65/67, rue de la Victoire, F-75440 Paris Cedex 09
(FR).

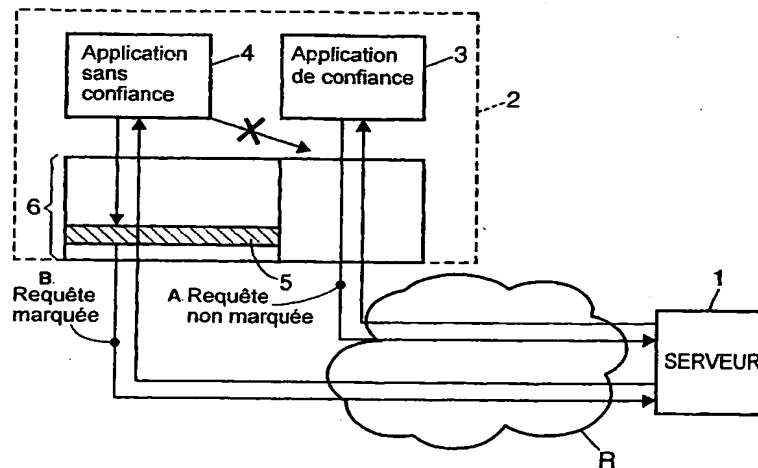
(81) États désignés (national) : AE, AG, AL, AM, AT, AU, AZ,
BA, BB, BG, BR, BY, BZ, CA, CH, CN, CO, CR, CU, CZ,
DE, DK, DM, DZ, EC, EE, EG, ES, FI, GB, GD, GE, GH,
GM, HR, HU, ID, IL, IN, IS, JP, KE, KG, KP, KR, KZ, LC,
LK, LR, LS, LT, LU, LV, MA, MD, MG, MK, MN, MW,
MX, MZ, NI, NO, NZ, OM, PG, PH, PL, PT, RO, RU, SC,
SD, SE, SG, SK, SL, SY, TJ, TM, TN, TR, TT, TZ, UA,
UG, US, UZ, VC, VN, YU, ZA, ZM, ZW.

(84) États désignés (régional) : brevet ARIPO (GH, GM, KE,
LS, MW, MZ, SD, SL, SZ, TZ, UG, ZM, ZW), brevet

[Suite sur la page suivante]

(54) Title: COMMUNICATION METHOD AND TERMINAL BETWEEN TWO UNITS

(54) Titre : PROCEDE ET TERMINAL DE COMMUNICATION ENTRE DEUX UNITES



1...SERVER
3...CONFIDENCE APPLICATION
4...NON-CONFIDENCE APPLICATION
A...UNMARKED APPLICATION
B...MARKED APPLICATION

(57) Abstract: A first unit (2) comprises applications (3, 4) belonging respectively to first and second families of applications. The second family has a priori a lower confidence level than the first family. Each request derived from an application (4) of the second family, transmitted on a network (R) addressed to a second unit, is bound either to include a marking associated with the second family of applications, or not to include a marking associated with the first family, said marking associated with the first family being then included in at least some of the requests transmitted on the network and derived from applications (3) of the first family.

[Suite sur la page suivante]

WO 2004/066580 A1



eurasien (AM, AZ, BY, KG, KZ, MD, RU, TJ, TM), brevet européen (AT, BE, BG, CH, CY, CZ, DE, DK, EE, ES, FI, FR, GB, GR, HU, IE, IT, LU, MC, NL, PT, RO, SE, SI, SK, TR), brevet OAPI (BF, BJ, CF, CG, CI, CM, GA, GN, GQ, GW, ML, MR, NE, SN, TD, TG).

En ce qui concerne les codes à deux lettres et autres abréviations, se référer aux "Notes explicatives relatives aux codes et abréviations" figurant au début de chaque numéro ordinaire de la Gazette du PCT.

Déclaration en vertu de la règle 4.17 :

- *relative à la qualité d'inventeur (règle 4.17.iv)) pour US seulement*

Publiée :

- *avec rapport de recherche internationale*

(57) **Abrégé :** Une première unité (2) comporte des applications (3, 4) appartenant respectivement à des première et seconde familles d'applications. La seconde famille présente a priori un degré de confiance plus faible que la première famille. Chaque requête issue d'une application (4) de la seconde famille, émise sur un réseau (R) à destination d'une seconde unité, est contrainte soit à inclure un marquage associé à la seconde famille d'applications, soit à ne pas inclure un marquage associé à la première famille, ce marquage associé à la première famille étant alors inclus dans certaines au moins des requêtes émises sur le réseau et issues d'applications (3) de la première famille.

PROCÉDE ET TERMINAL DE COMMUNICATION ENTRE DEUX UNITES

La présente invention concerne les terminaux informatiques permettant des activités de type navigation sur réseau et offrant aux utilisateurs la possibilité d'installer des applications.

De tels terminaux peuvent notamment être des téléphones utilisant le protocole d'application sans fil (WAP, "wireless application protocol"), des ordinateurs de bureau, des ordinateurs portables ou des assistants numériques personnels (PDA, "personal digital assistant"). Ils ont en commun la caractéristique d'être reliés à un réseau de données numérique, qui dans beaucoup de cas pratiques est un réseau fonctionnant selon le protocole IP ("Internet protocol"), notamment l'Internet.

Dans le cas d'un terminal "fermé" (exemple: un Minitel), les applications présentes sur le terminal sont connues et ne peuvent pas être changées au cours de la vie du terminal.

L'ouverture d'un terminal fait référence à la possibilité offerte à l'utilisateur d'installer, et souvent de télécharger, de nouvelles applications destinées à être exécutées par le terminal lui-même. Des exemples de terminaux "ouverts", intégrant cette possibilité, sont:

- les téléphones à téléchargement d'applications, par exemple de type Java MIDP ("Mobile Information Device Profile", Sun Microsystems, Inc.);
- les navigateurs possédant des fonctionnalités dites de scripting, par exemple de type WMLScript (voir "WAP WMLScript Language Specification", version 1.1, WAP Forum, novembre 2001) ou ECMAScript (aussi appelé JavaScript, voir "ECMAScript Language Specification", Standard ECMA-262, 3^e édition, décembre 1999), ou accueillant des applets;
- la plupart des PDA, fonctionnant sous les systèmes d'exploitation PalmOS, WindowsCE, Symbian etc.;
- les ordinateurs de bureau ou portables.

Les terminaux "semi-ouverts" sont les terminaux ouverts dont certaines fonctionnalités ne sont pas directement accessibles aux applications installées par l'utilisateur ou téléchargées. Par exemple, dans un terminal dont la seule "ouverture" est ECMAScript, les applications téléchargées ne peuvent pas accéder à toutes les fonctionnalités du réseau (par exemple, émettre des paquets IP n'obéissant pas aux formats des protocoles de transport les plus courants, à savoir TCP ("transmission control protocol") ou UDP ("user datagram protocol")). Ces fonctionnalités peuvent être accessibles de façon indirecte et contrôlée. Par exemple, une fonction ECMAScript peut commander le chargement d'une page via HTTP ("hypertext transfer protocol"), ce qui utilise le réseau mais d'une façon contrôlée.

Dans des terminaux "semi-ouverts", il y a coexistence:

- d'applications considérées comme "de confiance", par exemple parce qu'elles ont été installées en usine par le fabricant du terminal, ou bien du fait de la garantie procurée par des moyens tels que la signature électronique de l'application etc.;
- et d'autres applications qui peuvent être installées sur le terminal par l'utilisateur lui-même, à son libre choix, mais n'accèdent pas aux mêmes droits que les applications de confiance.

Les terminaux "complètement ouverts", par opposition, sont les terminaux ouverts dans lesquels toutes les fonctionnalités sont accessibles aux applications téléchargées. La notion d'ouverture d'un terminal dépend dans une large mesure du contexte dans lequel on se place. Par exemple, différentes couches du modèle OSI (lien / réseau / session / transport / ...) peuvent avoir différents degrés d'ouverture.

On s'intéresse ici aux fonctionnalités observables à distance, depuis un serveur, c'est-à-dire aux fonctionnalités de réseau. Dans ce cadre, le caractère "semi-ouvert" d'un terminal implique généralement que des droits d'exécution observables à distance, accessibles aux applications de confiance, ne sont pas accessibles aux applications sans confiance (par exemple, le droit d'émettre des requêtes autres que HTTP sur un réseau IP). Ceci permet à un serveur de

distinguer, parmi les requêtes qui lui arrivent, celles qui proviennent d'applications de confiance et celles qui proviennent d'autres applications. Il peut en particulier distinguer les requêtes provenant d'applications téléchargées des requêtes provenant d'applications présentes dès l'origine
5 dans le terminal.

Dans les terminaux ouverts, il faut tenir compte de la possibilité qu'un programme se comporte de façon trompeuse vis-à-vis de l'utilisateur (cheval de Troie). Ainsi, rien ne peut garantir à un serveur qu'une requête provient bien de l'utilisateur, et non d'un programme ayant simulé l'accord de l'utilisateur au
10 niveau du réseau. Ce risque ruine la confiance que le serveur peut avoir dans les données qu'il reçoit d'un client. L'hypothèse selon laquelle les requêtes adressées au serveur reflètent les actions de l'utilisateur n'est pas raisonnable si un cheval de Troie a la possibilité de les envoyer à la place de l'utilisateur.

On fera donc dans la suite une distinction entre les applications
15 présentes sur le terminal:

- applications de confiance: le serveur est prêt à faire l'hypothèse que ces applications ne sont pas des chevaux de Troie. Par exemple, le navigateur WAP d'un téléphone WAP peut constituer une application de confiance. Un autre exemple peut être une application Java MIDP
20 téléchargée avec signature;
- applications sans confiance: le serveur considère que ces applications peuvent être des chevaux de Troie. Par exemple, des applications Java MIDP téléchargées sans signature sur un terminal peuvent être des applications sans confiance.

25 La réponse classique au risque de cheval de Troie est de limiter les capacités des applications sans confiance.

La limitation de l'émission des trames depuis les terminaux semi-ouverts se fait généralement de façon extrêmement stricte. Seules les applications système (fournies avec le système d'exploitation du terminal) sont
30 autorisées à émettre certaines trames.

Il devient donc impossible à une application téléchargée (avec ou sans confiance) d'émettre des trames vers un serveur, même si cette application dispose par ailleurs de moyens d'obtenir la confiance du serveur du fait du contenu des trames qu'elle émet (exemple: émission de données signées) ou du fait de ses caractéristiques (exemple: signature associée à son contenu).

Un but de la présente invention est d'offrir une différence de capacité d'envoi de requêtes d'un nouveau type entre applications "de confiance" et applications "sans confiance", qui soit flexible pour les applications et puisse néanmoins être identifiée par le serveur destinataire. La notion de confiance peut s'appuyer sur des critères variés (signature, type d'échange, URL depuis laquelle l'application a été téléchargée, etc.).

L'invention propose ainsi un procédé de communication entre une première unité et une seconde unité par l'intermédiaire d'un réseau de télécommunication, dans lequel la première unité comporte des applications appartenant respectivement à une première famille et à une seconde famille présentant a priori un degré de confiance plus faible que la première famille. Selon un aspect de l'invention, on contraint chaque requête issue d'une application de la seconde famille, émise sur le réseau à destination de la seconde unité, à inclure un marquage associé à la seconde famille d'applications. Selon un autre aspect de l'invention, on contraint chaque requête issue d'une application de la seconde famille, émise sur le réseau à destination de la seconde unité, à ne pas inclure un marquage associé à la première famille, ledit marquage étant inclus dans certaines au moins des requêtes émises sur le réseau et issues d'applications de la première famille. L'invention propose aussi un terminal de communication, comprenant des moyens de mise en œuvre d'un tel procédé en tant que première unité.

Le procédé permet à certaines applications particulières ("de confiance") s'exécutant dans la première unité d'émettre des trames à l'attention d'une seconde unité, généralement un serveur distant, avec la garantie pour cette seconde unité de l'origine fiable de ces trames. L'inclusion obligatoire du marquage pour les applications a priori sans confiance de la seconde famille (ou symétriquement son interdiction) distingue, à l'émission,

les trames émises par ces applications a priori sans confiance par rapport à celles émises par des applications de confiance. Ceci permet au serveur de faire le tri entre les requêtes acceptables, en lesquelles il a confiance, et celles qu'il doit rejeter.

5 Il convient que le marquage appliqué soit complètement "étanche", c'est-à-dire qu'il ne soit pas possible pour une application a priori sans confiance de court-circuiter les contrôles effectués à un certain niveau (par exemple: fonctions de requêtes HTTP), en attaquant les couches plus basses (par exemple: requête d'une connexion TCP).

10 Dans une réalisation du procédé, on contraint le marquage, inclus dans une requête émise sur le réseau et issue d'une application de la seconde famille, à inclure une indication de la nature et/ou de l'origine de ladite application de la seconde famille. Cette indication consiste par exemple en des données relatives à la certification de la signature d'une application signée, ou
15 encore à l'adresse de téléchargement d'une application téléchargée par l'intermédiaire du réseau. Elle peut être utilisée par l'unité distante pour évaluer si elle peut faire confiance à l'application qui ne pouvait a priori qu'être jugée sans confiance par la première unité.

20 Grâce au procédé, des terminaux supportant le téléchargement des applications peuvent échanger des données en toute confiance avec un serveur, malgré les risques inhérents à ces capacités de téléchargement ("ouverture" du terminal). Le procédé procure ainsi une protection simple et efficace contre les chevaux de Troie.

25 D'autres particularités et avantages de la présente invention apparaîtront dans la description ci-après d'exemples de réalisation non limitatifs, en référence au dessin annexé, dans lequel la figure unique est un schéma d'un système mettant en œuvre l'invention.

30 On cherche à permettre à une unité distante telle qu'un serveur 1 d'obtenir de façon sûre et souple la confiance dans des requêtes reçues sur un réseau de télécommunication R en provenance d'un terminal semi-ouvert 2. Ce terminal héberge d'une part des applications de confiance 3, comme par

exemple un navigateur web, et d'autre part des applications a priori sans confiance 4, notamment des applications que l'utilisateur du terminal a téléchargées par l'intermédiaire du réseau R.

5 Les applications a priori sans confiance 4 sont contraintes quant aux trames ou requêtes qu'elles peuvent émettre sur le réseau R, ce qui, dans le schéma, est symbolisé par une couche de contrôle 5 faisant partie des ressources 6 d'accès au réseau dont est équipé le terminal 2.

10 La couche de contrôle 5 vérifie que certaines propriétés sont remplies par les trames émises par les applications a priori sans confiance 4. Si ces propriétés sont remplies, la couche de contrôle laisse passer les trames. Sinon, elle peut soit ne pas les laisser passer vers le réseau R et en prévenir l'application 4 qui les a émises, soit modifier les trames pour les conformer aux contraintes des applications a priori sans confiance. Dans ce dernier cas, la trame perd sa crédibilité aux yeux du serveur 1, qui pourra ne pas l'exploiter.

15 Les contraintes précitées se rapportent à la présence ou non d'un marquage spécifique dans les requêtes émises sur le réseau R depuis certaines des applications.

20 Dans un premier mode de réalisation de l'invention, la couche de contrôle 5 impose aux requêtes issues des applications a priori sans confiance 4 d'inclure un marquage associé à cette famille d'applications. Une application de confiance 3 accède à des fonctionnalités qui lui permettent de contourner la couche de contrôle 5 et d'émettre des requêtes non marquées. En revanche, les ressources 6 d'accès au réseau ne mettent pas ces fonctionnalités à disposition des applications a priori sans confiance 4.

25 Dans un exemple illustrant ce premier mode de réalisation, le terminal 2 (par exemple un téléphone mobile) dispose d'une machine virtuelle Java, pouvant correspondre au module 6 sur la figure. La machine virtuelle permet d'exécuter des applications téléchargées écrites dans le langage de programmation Java mis au point par la société Sun Microsystems, Inc. Toutes
30 les instructions du langage Java sont exécutées par la machine virtuelle, qui fait appel aux fonctions système après un certain contrôle. Pour les

applications Java, on est bien dans un environnement semi-ouvert puisqu'il n'y a pas d'appel sans contrôle aux fonctions système. Ce terminal 2 n'est capable de télécharger que du code Java, aucun autre type d'application ne pouvant y être installé par l'utilisateur.

5 L'application a priori sans confiance 4 est alors écrite en langage Java.

Dans cet exemple, les protocoles mis en jeu pour les échanges du terminal 2 sur le réseau R sont les protocoles HTTP (RFC 1945 ("Request For Comments"), publiée en mai 1996 par l'IETF ("Internet Engineering Task Force")), TCP (RFC 793, IETF, septembre 1981) et IP (RFC 791, IETF, 10 septembre 1981).

Le service est hébergé par un serveur HTTP 1 qui stocke du contenu appartenant à l'utilisateur. Il doit s'assurer du fait qu'une requête (demandant par exemple l'effacement de tous les fichiers) provient bien de l'utilisateur, et non d'un programme Java mal intentionné. Ce service est bien entendu un 15 exemple, n'importe quel autre service pouvant être faire appel à cette technique (commerce électronique, publication de documents, messagerie, etc.).

Le marquage peut être inclus dans le champ d'en-tête "User-Agent" des requêtes HTTP (cf. section 10.15 de la RFC 1945 précitée). Il consiste en 20 une chaîne spécifique telle que "Application sans confiance: VM Java 1.2" qui indique par sa présence que la requête n'est pas en provenance d'une application a priori de confiance. Cette chaîne peut être déjà présente dans la requête produite par l'application 4, auquel cas la couche de contrôle 5 de la machine virtuelle 6 se contente de vérifier sa présence. Sinon, 25 cette couche 5 l'insère pour que la requête soit convenablement marquée.

L'étanchéité du marquage appliqué par la machine virtuelle 6 résulte de ce qu'il n'est pas possible à une application a priori sans confiance 4 d'émettre sur le réseau R des requêtes HTTP ne contenant pas cette chaîne spécifique. En particulier, l'application 4 ne peut pas avoir accès au réseau R 30 en se branchant sur une couche protocolaire plus basse que HTTP, notamment aux sockets TCP. Le marquage est implémenté directement dans

la machine virtuelle 6 dans laquelle l'application a priori sans confiance est obligée de s'exécuter et qu'elle ne peut éviter d'aucune manière.

Le serveur 1 peut ainsi trier, parmi les requêtes qui lui arrivent, celles qui proviennent d'applications a priori sans confiance 4 et celles qui
5 proviennent d'applications de confiance 3 telles qu'un navigateur web.

Il existe des applications qui ne sont de confiance que pour certains sites. Par exemple, une applet Java est généralement considérée comme de confiance par le site depuis lequel elle a été téléchargée, mais non par d'autres sites. Le marquage ne sera donc pas toujours nécessaire dans les requêtes
10 destinées à ce site de téléchargement. En d'autres termes, la machine virtuelle 6 peut imposer le marquage aux requêtes issues d'une telle applet et émises vers un site autre que celui d'où elle a été téléchargée et laisser l'applet libre d'inclure ou non le marquage dans les requêtes qu'elle émet vers son site d'origine. Une autre possibilité est d'imposer le marquage à toute requête
15 émise par une telle applet, quelle qu'en soit la destination.

Une alternative ou un complément au marquage des requêtes sans confiance peut être l'interdiction de certaines de ces requêtes. Par exemple, pour des applications sans confiance téléchargées depuis un serveur donné, les requêtes directes à destination de serveurs différents pourraient être
20 interdites. Les requêtes à destination du serveur d'origine resteraient possibles, avec le marquage.

Dans une réalisation avantageuse, on adjoint obligatoirement au marquage une indication de la nature et/ou de l'origine de l'application a priori sans confiance 4 dont elle est issue.

25 Cette application a priori sans confiance 4 peut être signée. Les requêtes qui en proviennent seront alors marquées avec un en-tête contenant au moins l'un des éléments suivants, susceptibles de fonder la confiance du serveur distant dans cette application:

- le certificat du signataire de l'application, ou un condensé de ce certificat;

- le certificat de la chaîne de certification d'où le certificat du signataire de l'application est issu, ou un condensé de ce certificat;
- une chaîne spécialement incluse dans le code de l'application à cet effet;
- un élément variable identifiant l'application de manière dynamique.

5 Une telle réalisation de l'invention est notamment applicable dans le cas d'une application Java signée par un certificat.

Dans ce cas, la machine virtuelle 6 doit vérifier la signature de l'application Java avant l'émission des requêtes. En pratique, cette vérification a lieu avant l'exécution de l'application 4.

10 Le marquage peut alors consister en l'ajout d'une chaîne spécifique dans l'en-tête HTTP, comme par exemple: "Contenu de confiance - Application signée par <C>" où <C> est la valeur du certificat du signataire de l'application, ou un condensé de celui-ci. Cet en-tête indique par sa présence que la requête est en provenance directe d'un utilisateur, et a été
15 créée par un logiciel de provenance connue.

De cette façon, si le serveur 1 accorde sa confiance au détenteur des clefs privées associées au certificat <C>, le serveur est garanti que les requêtes marquées de cet en-tête spécifique correspondent bien à un accord effectif de l'utilisateur. La contrainte de marquage évite que l'application puisse,
20 auprès du serveur, se réclamer d'un signataire autre que le signataire réel.

Dans le cas des applet Java téléchargées, la machine virtuelle 6 est capable d'identifier l'adresse de téléchargement de l'application. Elle peut ainsi contraindre la requête issue d'une telle applet, a priori sans confiance, d'inclure son adresse de téléchargement ou des données qui dépendent de cette
25 adresse.

Dans un autre mode de réalisation de l'invention, la syntaxe du marquage est inversée: la couche de contrôle 5 impose aux requêtes issues des applications a priori sans confiance 4 de ne pas inclure un marquage spécifique aux applications de confiance 3.

- 10 -

5 Pour se manifester comme étant de confiance pour un serveur 1, une application 3 inclut alors le marquage dans la requête qu'elle lui adresse. La couche de contrôle 5 s'assure que ce marquage est absent de chaque requête issue d'une application a priori sans confiance 4, le caractère sans confiance pouvant comme précédemment être apprécié en fonction du site destinataire de la requête. Si le marquage est présent dans une requête issue d'une application a priori sans confiance 4, la requête n'est pas émise telle quelle: le marquage est enlevé par la couche de contrôle 5 et celle-ci peut émettre ou non la requête "démarquée" sur le réseau R et prévenir ou non l'application 4.

10 La convention employée pour la syntaxe du marquage doit naturellement être commune au terminal et au serveur, et connue des deux avant la transaction.

REVENDICATIONS

1. Procédé de communication entre une première unité (2) et une seconde unité (1) par l'intermédiaire d'un réseau de télécommunication (R), dans lequel la première unité comporte des applications (3, 4) appartenant respectivement à une première famille et à une seconde famille présentant a priori un degré de confiance plus faible que la première famille, caractérisé en ce qu'on contraint chaque requête issue d'une application (4) de la seconde famille, émise sur le réseau à destination de la seconde unité, à inclure un marquage associé à la seconde famille d'applications.
5
2. Procédé selon la revendication 1, dans lequel ledit marquage est inclus dans chaque requête émise sur le réseau (R) et issue d'une application de la seconde famille (4).
10
3. Procédé selon la revendication 1 ou 2, dans lequel on contraint le marquage, inclus dans une requête émise sur le réseau (R) et issue d'une application (4) de la seconde famille, à inclure une indication de la nature et/ou de l'origine de ladite application de la seconde famille.
15
4. Procédé selon la revendication 3, dans lequel, ladite application (4) de la seconde famille étant signée, on contraint le marquage, inclus dans les requêtes qui en sont issues, à inclure des données relatives à la certification de la signature.
20
5. Procédé selon la revendication 3 ou 4, dans lequel, ladite application (4) de la seconde famille ayant été téléchargée par l'intermédiaire du réseau (R) depuis une adresse de téléchargement, on contraint le marquage, inclus dans les requêtes qui en sont issues, à inclure des données relatives à l'adresse de téléchargement de l'application.
25

6. Procédé de communication entre une première unité (2) et une seconde unité (1) par l'intermédiaire d'un réseau de télécommunication (R), dans lequel la première unité comporte des applications (3, 4) appartenant respectivement à une première famille et à une seconde famille présentant a priori un degré de confiance plus faible que la première famille, caractérisé en ce qu'on contraint chaque requête issue d'une application (4) de la seconde famille, émise sur le réseau à destination de la seconde unité, à ne pas inclure un marquage associé à la première famille, ledit marquage étant inclus dans certaines au moins des requêtes émises sur le réseau et issues d'applications (3) de la première famille.
7. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, dans lequel la seconde unité (1) examine si le marquage est présent dans une requête reçue sur le réseau (R) depuis la première unité (2), pour évaluer un degré de confiance à attacher à ladite requête.
8. Procédé selon la revendication 7, dans lequel, lorsque le marquage est présent dans ladite requête, la seconde unité (1) examine en outre des données incluses dans ce marquage, pour évaluer un degré de confiance à attacher à ladite requête.
9. Procédé selon la revendication 8, dans lequel lesdites données examinées par la seconde unité (1) comprennent des données relatives à la certification d'une signature de l'application dont est issue la requête.
10. Procédé selon la revendication 8, dans lequel lesdites données examinées par la seconde unité (1) comprennent des données relatives à une adresse de téléchargement de l'application dont est issue la requête.
11. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, dans lequel les requêtes comprennent des requêtes HTTP, et le marquage est inséré dans les en-têtes des requêtes HTTP.

- 13 -

12. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, dans lequel la contrainte relative au marquage est contrôlée par une couche logicielle (5) appartenant à une machine virtuelle (6) dont est pourvue la première unité (2), les applications (4) de la seconde famille ne pouvant
5 accéder au réseau (R) qu'à travers la machine virtuelle et ladite couche logicielle.
13. Procédé selon la revendication 12, dans lequel la machine virtuelle (6) est une machine virtuelle Java.
14. Terminal de communication (2), comprenant des moyens de mise en
10 œuvre d'un procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes en tant que première unité.

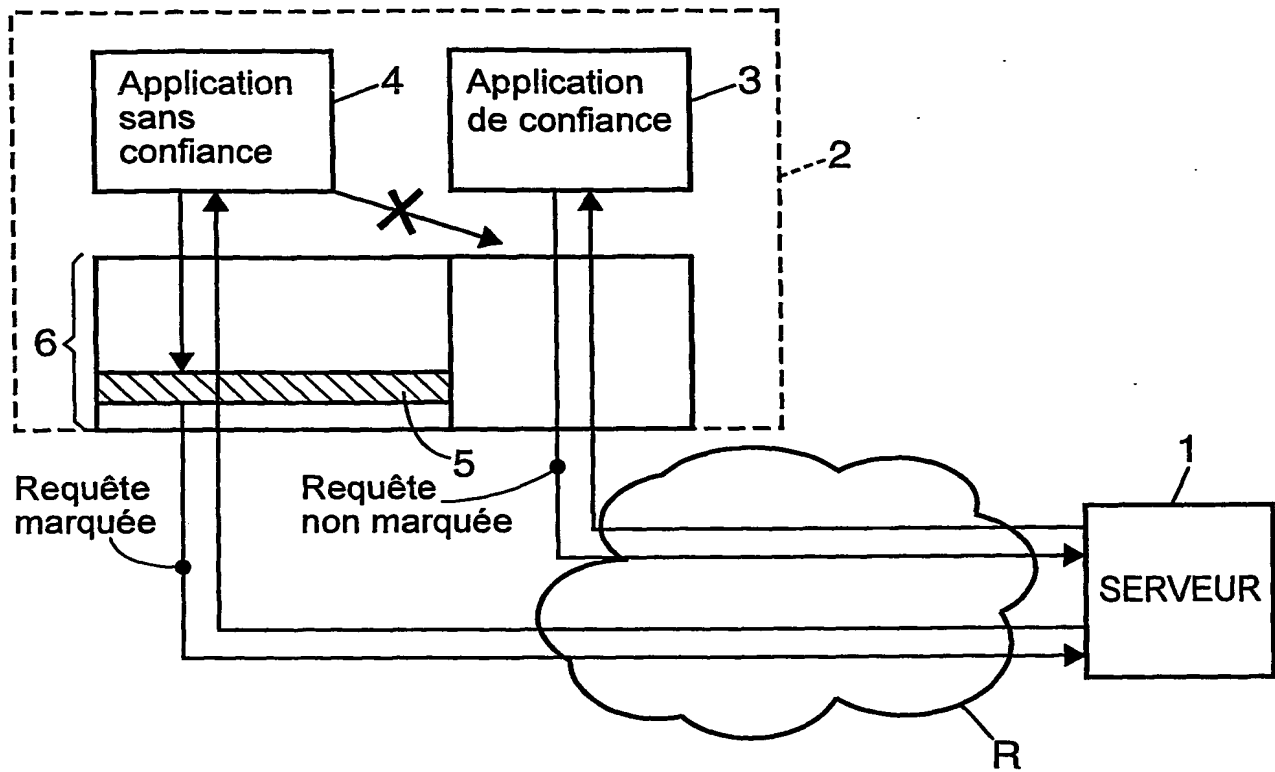


FIG. Unique

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

International Application No
PCT/FR 03/02181

A. CLASSIFICATION OF SUBJECT MATTER
IPC 7 H04L29/06 G06F1/00

According to International Patent Classification (IPC) or to both national classification and IPC

B. FIELDS SEARCHED

Minimum documentation searched (classification system followed by classification symbols)
IPC 7 H04L G06F

Documentation searched other than minimum documentation to the extent that such documents are included in the fields searched

Electronic data base consulted during the international search (name of data base and, where practical, search terms used)

EPO-Internal

C. DOCUMENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT

Category *	Citation of document, with indication, where appropriate, of the relevant passages	Relevant to claim No.
X	"THE LAYERED APPROACH: THE OSI MODEL" DATA AND COMPUTER COMMUNICATIONS, XX, XX, 1991, pages 446-456, XP000917810	1-3, 5-8, 11-14
A	figures 12-9 page 451	4, 9, 10
A	NETSCAPE COMMUNICATIONS CORPORATION: "Establishing trust for downloaded software" NETSCAPE, 2 July 1997 (1997-07-02), XP002155043 Retrieved from the Internet: <URL:http://developer.netscape.com:80/docs /manuals/signedobj/trust/owp.htm> 'retrieved on 2000-12-08! the whole document	1-14

-/-

☒ Further documents are listed in the continuation of box C.

☐ Patent family members are listed in annex.

* Special categories of cited documents:

- *A* document defining the general state of the art which is not considered to be of particular relevance
- *E* earlier document but published on or after the international filing date
- *L* document which may throw doubts on priority claim(s) or which is cited to establish the publication date of another citation or other special reason (as specified)
- *O* document referring to an oral disclosure, use, exhibition or other means
- *P* document published prior to the international filing date but later than the priority date claimed

- *T* later document published after the international filing date or priority date and not in conflict with the application but cited to understand the principle or theory underlying the invention
- *X* document of particular relevance; the claimed invention cannot be considered novel or cannot be considered to involve an inventive step when the document is taken alone
- *Y* document of particular relevance; the claimed invention cannot be considered to involve an inventive step when the document is combined with one or more other such documents, such combination being obvious to a person skilled in the art.
- *Z* document member of the same patent family

Date of the actual completion of the international search

14 April 2004

Date of mailing of the international search report

27/04/2004

Name and mailing address of the ISA

European Patent Office, P.B. 5818 Patentlaan 2
NL - 2280 HV Rijswijk
Tel. (+31-70) 340-2040, Tx. 31 651 epo nl,
Fax: (+31-70) 340-3016

Authorized officer

Figiel, B

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

International Application No

PCT/FR 03/03181

C.(Continuation) DOCUMENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT

Category *	Citation of document, with indication, where appropriate, of the relevant passages	Relevant to claim No.
A	<p>CHU Y-H ET AL: "REFEREE: trust management for Web applications"</p> <p>COMPUTER NETWORKS AND ISDN SYSTEMS, NORTH HOLLAND PUBLISHING. AMSTERDAM, NL, vol. 29, no. 8-13, 1 September 1997 (1997-09-01), pages 953-964, XP004095294</p> <p>ISSN: 0169-7552</p> <p>paragraph '0001!</p> <p>paragraph '05.1!</p> <p>-----</p>	1-14

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Demande internationale No

PCT/FR 03/03181

A. CLASSEMENT DE L'OBJET DE LA DEMANDE
CIB 7 H04L29/06 G06F1/00

Selon la classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois selon la classification nationale et la CIB

B. DOMAINES SUR LESQUELS LA RECHERCHE A PORTE

Documentation minimale consultée (système de classification suivi des symboles de classement)

CIB 7 H04L G06F

Documentation consultée autre que la documentation minimale dans la mesure où ces documents relèvent des domaines sur lesquels a porté la recherche

Base de données électronique consultée au cours de la recherche internationale (nom de la base de données, et si réalisable, termes de recherche utilisés)

EPO-Internal

C. DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS

Catégorie *	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication des passages pertinents	no. des revendications visées
X	"THE LAYERED APPROACH: THE OSI MODEL" DATA AND COMPUTER COMMUNICATIONS, XX, XX, 1991, pages 446-456, XP000917810	1-3,5-8, 11-14
A	figures 12-9 page 451	4,9,10
A	NETSCAPE COMMUNICATIONS CORPORATION: "Establishing trust for downloaded software" NETSCAPE, 2 juillet 1997 (1997-07-02), XP002155043 Extrait de l'Internet: <URL:http://developer.netscape.com:80/docs /manuals/signedobj/trust/owp.htm> 'extrait le 2000-12-08! le document en entier	1-14

-/--

☒ Voir la suite du cadre C pour la fin de la liste des documents

☐ Les documents de familles de brevets sont indiqués en annexe

* Catégories spéciales de documents cités:

- *A* document définissant l'état général de la technique, non considéré comme particulièrement pertinent
- *E* document antérieur, mais publié à la date de dépôt international ou après cette date
- *L* document pouvant jeter un doute sur une revendication de priorité ou cité pour déterminer la date de publication d'une autre citation ou pour une raison spéciale (telle qu'indiquée)
- *O* document se référant à une divulgation orale, à un usage, à une exposition ou tous autres moyens
- *P* document publié avant la date de dépôt international, mais postérieurement à la date de priorité revendiquée

- *T* document ultérieur publié après la date de dépôt international ou la date de priorité et n'appartenant pas à l'état de la technique pertinent, mais cité pour comprendre le principe ou la théorie constituant la base de l'invention
- *X* document particulièrement pertinent; l'invention revendiquée ne peut être considérée comme nouvelle ou comme impliquant une activité inventive par rapport au document considéré isolément
- *Y* document particulièrement pertinent; l'invention revendiquée ne peut être considérée comme impliquant une activité inventive lorsque le document est associé à un ou plusieurs autres documents de même nature, cette combinaison étant évidente pour une personne du métier
- *Z* document qui fait partie de la même famille de brevets

Date à laquelle la recherche internationale a été effectivement achevée

14 avril 2004

Date d'expédition du présent rapport de recherche internationale

27/04/2004

Nom et adresse postale de l'administration chargée de la recherche internationale

Office Européen des Brevets, P.B. 5818 Patentlaan 2
NL - 2280 HV Rijswijk
Tel. (+31-70) 340-2040, Tx. 31 651 epo nl,
Fax: (+31-70) 340-3016

Fonctionnaire autorisé

Figiel, B

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Demande internationale No

PCT/FR 03/03181

C.(suite) DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS		
Catégorie	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication des passages pertinents	no. des revendications visées
A	<p>CHU Y-H ET AL: "REFeree: trust management for Web applications"</p> <p>COMPUTER NETWORKS AND ISDN SYSTEMS, NORTH HOLLAND PUBLISHING. AMSTERDAM, NL, vol. 29, no. 8-13,</p> <p>1 septembre 1997 (1997-09-01), pages 953-964, XP004095294</p> <p>ISSN: 0169-7552</p> <p>alinéa '0001!</p> <p>alinéa '05.1!</p> <p>-----</p>	1-14